

NORMAN OHLER

HIGH TRIP

Les nazis, la CIA et
les drogues psychédéliques



HISTOIRE
PAYOT

Avril 1943. Harry J. Anslinger, le McCarthy de la drogue, recherche désespérément le sérum de vérité qui fera parler ses suspects. À Dachau, le médecin SS Kurt Plötner étudie les effets de la mescaline sur ses cobayes. Et en Suisse, Albert Hofmann, un jeune chimiste de la firme Sandoz, expérimente à bicyclette le premier trip au LSD. Dans la guerre froide qui s'annonce, les États-Unis saisissent vite le potentiel de ce nouveau et puissant hallucinogène. Avec l'aide d'anciens nazis passés à son service, la CIA transforme ce remède miracle traitant les troubles mentaux en massif outil de contrôle des esprits américains. Elle entraînera malgré elle sa propagation comme stupéfiant auprès de la *beat generation* puis de la vague contestataire des années 1960 jusqu'à son interdiction par Nixon en 1966.

Au-delà de cette histoire de manipulation mentale et d'emprise des hallucinogènes sur toute une génération, l'auteur dénonce une politique de prohibition indifférenciée qui empêche les progrès dans la lutte contre des pathologies de civilisation comme la dépression ou la maladie d'Alzheimer.

Né en 1970, **Norman Ohler**, écrivain allemand vivant à Berlin, est notamment l'auteur de *Les Infiltrés. L'histoire des amants qui défièrent Hitler* (Payot, 2020) et de *L'Extase totale. Le III^e Reich, les Allemands et la drogue* (2016), un grand succès de librairie dont *High Trip* est la suite.

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Payot

Les Infiltrés. L'histoire des amants qui défièrent Hitler, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, 2020 (PBP, 2023).

Chez d'autres éditeurs

L'Extase totale. Le III^e Reich, les Allemands et la drogue, traduit de l'allemand par Vincent Platini, La Découverte, 2016.

Norman OHLER

HIGH TRIP

Les nazis, le LSD et la CIA

Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni

HISTOIRE PAYOT

Retrouvez l'ensemble des parutions
des Éditions Payot & Rivages sur

payot-rivages.fr

Ouvrage dirigé par Sophie Bajard

En couverture : © Alamy / Adobe Stock

TITRE ORIGINAL :

*Der stärkste Stoff. Psychedelische Drogen:
Waffe, Rauschmittel, Medikament,*
Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 2023

© 2023, Verlag Kiepenheuer & Witsch, Köln
© Éditions Payot & Rivages, Paris, 2023
pour la traduction française

ISBN : 978-2-228-93396-4

À mes parents

I

LE MÉDICAMENT

Le 8 avril 1946, lorsque l'agent du Federal Bureau of Narcotics, Arthur J. Giuliani, prit ses fonctions de Narcotics Control Officer dans le secteur américain de Berlin, il avait 37 ans. Il maîtrisait des bribes de français et d'italien – attrapées au vol dans les rues de New York –, mais il ne parlait pas un mot d'allemand. Dans l'ancienne capitale du Reich à terre, les blessures causées par les bombes britanniques et américaines ainsi que par le feu de l'artillerie russe étaient partout visibles. Les décombres formaient une *skyline* énigmatique et hantée par les spectres du passé, tandis que s'annonçaient déjà les futurs conflits de la politique mondiale et que les habitants mis à rude épreuve étaient désespérément en quête de normalité. Berlin était désormais un lieu hors de contrôle qui ne semblait presque plus être maîtrisé et où les « femmes des ruines » ne parvenaient que peu à peu à déblayer suffisamment les rues pour qu'on puisse s'y frayer un chemin. Une métropole dévastée dans laquelle des milliers de personnes logeaient dans les bâtiments endommagés, presque toutes sans travail, dans un état qui oscillait entre l'épuisement et l'excitation à l'idée de recommencer leur vie à zéro.

Cette économie en lambeaux engendra un paradis pour les arnaqueurs et les dealers. L'approvisionnement en produits de première nécessité passait par les marchés noirs où l'on pouvait acheter tout ce qui était susceptible d'être transporté, de la prothèse aux jarrettières. Près d'une quarantaine d'emplacements, à l'est comme à l'ouest, accueillaient ces lieux de commerce clandestins où régnait un mélange de suspicion

et de désespoir, avec un soupçon d'ambiance de chercheurs d'or : autant de manifestations de la « confusion et du cynisme complet qui règnent aujourd'hui à Berlin », écrivit le *Washington Daily News* dans un reportage¹.

Hershey's Bars, Graham Crackers, Oreo, Butterfinger, Mars, Jack Daniel's : pour obtenir ces marchandises, les Allemands abîmés par la guerre étaient prêts à abandonner leur Leica ou à céder un rein. Une croix de fer pour un Snickers ! Une horloge contre une portion de margarine. Les femmes jouaient les rabatteuses et utilisaient leur corps comme vitrine. De drôles de paroissiens allaient et venaient en lançant à voix basse quelques mots aux passants, les poignets chargés de montres, la doublure de leurs longs manteaux bardée de décorations, le chapeau insolemment ramené sur la nuque et toujours, dans la mesure du possible, un mégot aux lèvres. Des soldats alliés agitaient leurs mains pleines d'argent qu'ils n'avaient pas le droit d'envoyer chez eux. Un criminologue de l'époque résuma la situation en ces termes : « Le phénomène criminel avait [...] pris une ampleur et une forme sans précédent dans l'histoire des peuples civilisés occidentaux². » On était confronté à une « déprofessionnalisation de la criminalité » : « Chacun dans cette ville a un secret. Chacun trompe et escroque, parce que c'est la seule manière de survivre. » Les affaires louches faisaient partie du quotidien de la masse de la population, la pègre exerçait une attraction irrésistible sur ce qui restait de la société bourgeoise. On ne respectait plus les lois, la rigoureuse dictature de Hitler était du passé, tout semblait désormais permis dans « un environnement où les affaires au marché noir représent[ai]ent une forme normale de la délinquance³ ». Le *zapzarap*, le terme d'origine russe qui signifie « dérober quelque chose à quelqu'un d'un geste rapide et le plus souvent sans se faire remarquer », était désormais omniprésent. Les quatre puissances d'occupation, États-Unis, Union soviétique, Grande-Bretagne et France, ne savaient plus où donner de la tête dans cette ville qui n'était plus dirigée par les nazis, mais par des instincts primitifs et par la volonté de survivre. On créa, entre Alliés, des « groupes de travail » portant sur des sujets variés, entre autres sur la

question urgente de la régulation d'un trafic de drogue désormais incontrôlable.

Les « quantités gigantesques de narcotiques » récupérées dans les réserves de la Wehrmacht défaite ou « sorties des ruines des bâtiments bombardés » avant d'être mises en circulation posaient un problème particulier⁴ : ainsi de la pervitine de la société Temmler, un dérivé de la méthamphétamine, de l'héroïne de Bayer, de la cocaïne de l'entreprise Merck, à Darmstadt, censée être la meilleure du monde, de l'Eukodal, cet opioïde euphorisant qui avait été la drogue favorite de Hitler et qui était, lui aussi, produit par Merck. Compte tenu des conditions de vie difficiles, les gens étaient de plus en plus nombreux à avoir recours à ce genre de substances supposées les aider à passer la journée ou la nuit. Alors que d'autres catégories de crimes connurent une hausse de 57 % au cours du premier semestre 1946, les délits liés aux stupéfiants augmentèrent de 103 %. Sur les marchés noirs, on constatait « des prix énormes pour les drogues de contrebande » : « 20 reichsmarks pour une injection de morphine, 2 400 reichsmarks les 50 tablettes de cocaïne à 0,003 g⁵ ». Ces marges élevées inquiétaient Giuliani, entre autres parce que les « bénéfices pourraient être utilisés par le mouvement nazi clandestin⁶ ».

« Imaginez qu'on ait voulu installer en 1776 un bureau efficace au Far West ; vous aurez une idée approximative du milieu sauvage dans lequel nous opérons ici », avait indiqué son prédécesseur, Samuel Breidenbach, dans sa dernière lettre envoyée à Washington, juste avant de jeter l'éponge. Mais le nouveau titulaire du poste ne se laissa pas décontenancer aussi facilement : il entreprit de remettre de l'ordre, de lancer une nouvelle législation sur les stupéfiants – et ce, à l'échelle de toute l'Allemagne. Vêtu de son uniforme militaire américain tout neuf, le Narcotics Control Officer releva d'autant plus volontiers le défi que le salaire versé par le ministère de la Guerre était d'un quart supérieur aux émoluments d'un poste civil. Les intérêts contradictoires des différentes puissances d'occupation qui tentaient de tirer Berlin chacune dans leur direction n'impressionnaient pas beaucoup

Giuliani. C'était tout de même *lui*, l'Américain, qui apportait paix, prospérité et liberté, alors où était le problème ?

Tout le monde ne portait cependant pas un regard négatif sur ce tohu-bohu. L'écrivain Hans Magnus Enzensberger, alors âgé de 17 ans, qui n'était pas retourné au lycée parce que les établissements n'avaient pas rouvert, a décrit ce monde effondré comme une école de la vie : « Même sans école, on peut désormais en apprendre beaucoup sur la politique et la société : on apprend par exemple qu'un pays sans véritable gouvernement peut être quelque chose de très agréable. On apprend que le désordre peut être une bonne chose. On apprend au marché noir que le capitalisme donne toujours une chance aux gens ingénieux. On apprend qu'une société est une entité capable de s'organiser elle-même, sans commandement ni direction centrale. On apprend, dans des conditions de pénurie, une foule de choses sur les besoins réels des gens. On apprend que les gens peuvent être changeants et que le mieux est de ne pas se fier à leurs convictions solennelles. En bref : en dépit de la détresse, c'est une période sublime quand on est jeune et curieux – un court été d'anarchie⁷. »

Arthur Giuliani, dont le bureau se trouvait au quartier général américain à Berlin-Zehlendorf, ne pouvait pas, lui non plus, nier la fascination que lui inspirait cette situation exceptionnelle : « Il est tout simplement impossible de se représenter l'ampleur totale de la destruction de Berlin, écrivit-il à Washington. Peut-être, des années plus tard, pourra-t-on extraire une bonne quantité d'informations des caves où tout est encore à l'heure actuelle enseveli sous des tonnes de gravats, restes des bâtiments qui se dressaient jadis au-dessus ; mais ce n'est pas encore pour demain⁸. » Avec beaucoup de zèle, il confisquait un objet ici, arrêta quelque'un ailleurs et envoyait des photos au siège du FBN, le Federal Bureau of Narcotics, pour témoigner de son activité. On y voyait quelques chaussures de dame à talons creux, des portes de voiture aux accoudoirs remplis de drogue, des pommes de terre évidées. Une boîte de cacao Hershey's remplie de cocaïne. Un slip de femme imbibé d'une solution

à l'héroïne. Un livre trafiqué qui offrait d'autres nourritures spirituelles que la simple lecture.

Ce genre de menu fretin n'était pas d'une grande utilité car le problème était d'ordre structurel. La disparition des instances administratives nazies avait créé un vide que les trafiquants exploitaient à présent. Comment Giuliani pouvait-il y remédier ? Un espoir à la provenance inattendue se dessina pourtant sous la forme d'une lettre envoyée par un ancien policier de la Gestapo répondant au nom de Werner Mittelhaus : « J'ai depuis longtemps l'intention de vous écrire, car j'aimerais vous parler des activités menées au cours des dernières années de guerre par l'Office central du Reich pour la lutte contre les délits liés aux stupéfiants⁹. » Mittelhaus, qui y avait été employé, exprimait aussi un vœu : « J'aimerais beaucoup, pour ma part, recommencer à travailler dans la répression des délits liés à la drogue. Je suppose qu'une expérience de ce type en Allemagne suscitera votre intérêt et je serais heureux si je pouvais vous apporter mon aide dans le combat commun contre le trafic de stupéfiants. » Il concluait son offre en ces termes : « Je n'ai jamais été membre de la SS, uniquement du NSDAP, et sur ordre de mon service. Les preuves de mes positions antinazies existent. Je serais heureux que vous preniez contact avec moi. »

Cette proposition confrontait Giuliani à un problème éthique : allait-il accepter l'aide d'un ancien nazi et profiter de son expertise, l'entendre lui expliquer comment on mettait de l'ordre dans les rues berlinoises ? D'autres Alliés occidentaux se trouvaient dans le même dilemme – les Russes, eux, ne faisaient pas de compromis sur ce point. Harry J. Anslinger¹⁰, le patron de Giuliani avec lequel celui-ci évoqua ce projet, n'eut aucun scrupule et, de Washington, lui donna le feu vert : « N'hésitez pas à placer ce Mittelhaus sous observation afin de voir s'il peut éventuellement être utile à notre organisation¹¹. »

En réalité, le directeur du Federal Bureau of Narcotics admirait l'État national-socialiste déchu pour sa rigoureuse politique de prohibition : « La situation en Allemagne [...] était parfaitement satisfaisante¹². » Il considérait qu'au

contraire de ce qui s'était passé sous la chaotique République de Weimar, les nazis avaient assuré l'ordre : « En 1939, par exemple, les statistiques avaient diminué de 25 % par rapport à 1924 dans le cas de la morphine, et de 10 % dans celui de la cocaïne », avait noté Anslinger. La « surveillance minutieuse » avait, selon lui, « rendu le trafic pratiquement impossible », car « la lutte judiciaire contre les drogues dans l'Allemagne d'avant-guerre était très efficace¹³ ». Dès le mois de novembre 1945, il avait fait l'éloge des anciennes lois nazies de lutte contre les stupéfiants en les présentant comme un modèle pour les États-Unis : elles étaient, écrivait-il, « plus sévères » et avaient une « meilleure base constitutionnelle que les nôtres ». Il décida donc d'étudier les mécanismes de contrôle mis en œuvre pendant la guerre en Allemagne ainsi que dans les pays et territoires occupés par les Allemands¹⁴. Son objectif : faire « rentrer en vigueur dès que possible l'ancienne législation allemande, qui a réussi, et l'appliquer avec la même sévérité que par le passé¹⁵ ». Les nazis n'y étaient pas allés par quatre chemins avec les consommateurs de drogue, ils les avaient envoyés en camp de concentration – un procédé louable aux yeux d'Anslinger. Que la lutte menée par les nazis contre les drogues ait été idéologiquement dirigée contre les Juifs, dont on prétendait que leur consommation de drogue était supérieure à la moyenne, ne dérangeait pas non plus le haut fonctionnaire fédéral américain. Il reconnaissait ouvertement son propre racisme et qualifia un jour un informateur afro-américain de « *ginger colored Nigger* » (« Nègre couleur gingembre »), dans une circulaire adressée aux Station Chiefs du FBN¹⁶. Anslinger fit une autre déclaration tout aussi éloquente devant le Congrès américain : « La marijuana fait croire aux basanés qu'ils sont aussi bons que des Blancs¹⁷. » Rien de surprenant à ce qu'on lui ait ouvertement attribué à Washington le sobriquet de « Mussolini » – et ce n'était pas uniquement dû à son physique désavantageux.

Giuliani eut du mal à prendre contact avec l'ancien policier de la Gestapo : cet homme, qui avait fait partie du Reichssicherheitshauptamt, l'Office central de la sûreté du Reich

autrefois tant redouté et placé sous les ordres du chef de la SS, Himmler, était allé s'installer à Kiel pour échapper à une éventuelle capture par les Russes. Là-haut, sur la Baltique, était stationnée l'armée britannique, et elle aussi exprima de l'intérêt à l'idée d'une collaboration : « J'ai parlé à l'officier de sécurité du secteur britannique, qui a communiqué avec son bureau à Cologne, écrit Giuliani à Anslinger. Mittelhaus sera vraisemblablement embauché par la police criminelle en zone britannique¹⁸. » Les Anglais décrivaient leur prise comme « indiscutablement fiable, efficace » et disposant de « liaisons étonnantes ». Giuliani constatait : ils « n'ont pas l'intention de le laisser partir, ce qui est aussi compréhensible que raisonnable si l'on tient compte du problème de personnel auquel on se heurte partout en Allemagne ». Les Alliés occidentaux croyaient fermement avoir besoin de l'aide des anciens fonctionnaires nazis pour maintenir une vie sociale en Allemagne. Trouver du personnel n'était pas simple : « Beaucoup de morts reposent sous les gravats et les pierres de Berlin, de Francfort et de diverses villes allemandes », comme le formula laconiquement Giuliani.

Mais le Narcotics Control Officer y remédia et rencontra, à sa place, un autre ancien collaborateur de la Gestapo, un certain Ackermann, un ex-nazi « compétent, énergique et intelligent » qui lui « fournit toutes les informations que Mittelhaus aurait pu [lui] donner », dont des renseignements sur des trafiquants de drogue et leur domiciliation actuelle, mais aussi des copies de formulaires établis par la Gestapo pour la déclaration de délits liés aux stupéfiants et des instructions destinées aux policiers en service actif dans la lutte contre la drogue¹⁹. Ce type de document pouvait intéresser les Américains, qui étaient susceptibles de s'en servir comme modèle pour établir leurs propres formulaires. Lors de cette rencontre, Ackermann se plaignit que les anciennes lois nazies « aient été déformées depuis et [qu'elles] aient ainsi perdu de leur efficacité ». Giuliani lui garantit aussitôt « que les activités du groupe de travail berlinois corrigeraient cette situation ».

L'Américain était désolé de ne pouvoir offrir un poste rémunéré à son nouvel informateur : celui-ci, « dans notre

zone, tomberait sous le coup de la dénazification²⁰ ». Giuliani semblait l'avoir bien compris : l'unique approche qui promettait une maîtrise du trafic de drogue devenu incontrôlable à Berlin et en Allemagne serait « une instance centralisée qui canaliserait les informations sur la circulation des drogues, aussi bien légales qu'illégales ». Une telle instance, analogue à celle de l'ancien Office de la santé du Reich national-socialiste, devrait avoir une « portée nationale » : « Compte tenu de la nature du trafic illégal de stupéfiants, du fait qu'il ne respecte absolument pas les frontières et qu'il dispose d'un socle international qui lui permet une organisation souvent efficace, mon opinion est qu'aucune entreprise qui renoncerait à une administration centrale ne pourrait parvenir efficacement à empêcher le développement d'un vaste trafic de drogue clandestin en Allemagne. Toute tentative de contrôle indépendant dans les différentes zones, sans inspection rigoureuse et surveillance des postes, du commerce et des voyages d'une zone à l'autre, serait insuffisante. » Anslinger lui décrivait en ces termes l'urgence d'un procédé centralisé : « C'est une expérience qui a été faite au niveau international : l'illégalité dans le secteur du trafic de drogue ne s'arrête pas aux frontières. [...] Si un trafic illégal devait se développer à grande échelle, les États-Unis seraient l'une de ses victimes principales, quelle que soit la zone dans laquelle le commerce clandestin prendrait naissance²¹. »

Giuliani proposa alors de réutiliser tout simplement les instances de régulation et les lois national-socialistes sur la drogue en se contentant de remplacer les désignations allemandes par leurs pendants anglais. Il établit la liste suivante :

Le Reichsgesundheitsamt (Office de la santé du Reich) prendra le nom de *Central Narcotics Office for each Zone of Occupation*.

Le Landesopiumstelle (Bureau régional de l'opium) prendra le nom d'*Opium Office of the Land or Province*.

Le Reichsrat (Conseil du Reich) prendra le nom d'*Allied Control Authority*.

Le Reichstag (Parlement) prendra le nom d'*Allied Control Authority*²².

Cette approche plut à Anslinger, d'autant qu'elle était pratiquée sous l'égide des États-Unis. À en croire son plan, les conséquences des activités de Giuliani à Berlin ne devaient pas concerner uniquement l'Allemagne. Le but du chef suprême de la police des stupéfiants en Allemagne était d'imposer, par le biais de l'Organisation des Nations unies qui venait d'être créée, un « changement de politique » global allant « jusqu'à une politique plus fortement répressive²³ ». Il s'agissait, de fait, d'établir un cadre politique et organisationnel pour la répression du trafic de drogue à l'échelle mondiale après la guerre. Un prolongement de l'approche raciste des nazis, qui avaient perfectionné la « lutte contre les stupéfiants » pour opprimer les minorités, avait parfaitement sa place dans ce tableau²⁴. En raison de l'importance et de l'influence de son industrie pharmaceutique avant la guerre, et de sa situation géopolitique qui en faisait une plaque tournante en Europe, l'Allemagne devait, aux yeux d'Anslinger, tenir un rôle clé et servir de modèle. S'il parvenait à rétablir des contrôles nationaux rigoureux entre le Rhin et l'Oder, il arriverait plus vraisemblablement à imposer, comme il s'y efforçait, une régulation internationale homogène. Lors de sa première visite en décembre 1946, en tant que délégué américain, à l'UN Commission on Narcotic Drugs, Anslinger présenta, en se fondant sur les expériences réalisées par Giuliani à Berlin, une approche de la prohibition de la drogue susceptible de faire l'objet d'une graduation globale et dominée par Washington. Il prévoyait de transformer la commission des stupéfiants de l'ONU en une instance exécutive mettant en œuvre des mesures répressives et un protocole de lutte contre les stupéfiants qui s'imposerait à tous les pays*. Il voulait en tout cas empêcher que la commission ne

* Même si Anslinger ne parvint jamais à imposer totalement ses idées radicales, les Nations unies promulguèrent en 1961 la Single Convention on Narcotic Drugs (« Convention unique sur les stupéfiants »), dont l'objectif est encore aujourd'hui de lutter, au moyen d'une action internationale coordonnée, contre l'abus de drogues. Le chanvre, qu'Anslinger

se transforme en un forum de discussion pluraliste qui tolérerait des approches *différentes* à l'égard des substances actives. Il ne serait pas facile de mettre son projet en œuvre, car tous les pays ne partageaient pas, loin de là, l'approche d'une prohibition internationale, en particulier ceux qui produisaient la substance lucrative qu'était l'opium, comme l'Iran, la Turquie, la Yougoslavie ou l'Afghanistan*. Les États de ce type devinrent bientôt une épine dans le pied des États-Unis.

À Berlin aussi, qui devait selon le plan d'Anslinger tenir le rôle de ville pilote, la situation était hautement problématique en raison de la partition en quatre secteurs. Même si les Alliés ne cessaient de souligner leur volonté de développer un cadre national pour l'Allemagne, chacun faisait sa cuisine de son côté lorsqu'il était question de politique des stupéfiants. Les Britanniques tenaient surtout à contenir à une taille réduite l'industrie pharmaceutique allemande détruite par la guerre,

qualifiait de stupéfiant provoquant la folie, la criminalité et la mort – la « drogue la plus violente de l'histoire de l'humanité » –, y fut lui aussi déclaré, pour la première fois, plante illégale au niveau mondial (Mathias Bröckers et Jack Herer, *Die Wiederentdeckung der Nutzpflanze Hanf*, 2017, p. 66).

* Anslinger avait aussi de solides raisons concrètes de vouloir faire interdire la production d'opium dans le monde entier : dès 1939, il s'était mis d'accord avec l'industrie pharmaceutique américaine pour créer des stocks suffisants de cette substance afin de pourvoir non seulement les États-Unis, mais aussi leurs alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Il avait transmis des fonds publics et privés à des fabricants d'opium en Turquie, en Iran et en Inde, et avait donné en 1942 à la Defense Supplies Corporation américaine l'ordre d'acquérir tous les lots d'opium disponibles en vue d'une longue guerre. Dix poids lourds remplis de près de 300 tonnes d'opium, surveillés par des agents du FBN, pistolets-mitrailleurs au poing, avaient quitté les ports des côtes Ouest et Est en direction de Fort Knox, où étaient entreposées les réserves d'or des États-Unis. La substance brute était ensuite acheminée vers les entreprises pharmaceutiques où elle était transformée en opiacés, et bientôt en opioïdes. Dès 1943, les Alliés occidentaux, qui s'en servaient pour soigner leurs blessés, étaient ainsi devenus dépendants des exportations américaines de dérivés de l'opium, et Anslinger s'était secrètement transformé en chef d'un marché mondial de la drogue – un tsar des stupéfiants *de facto*, couvert par le gouvernement américain.

tandis que les Français avaient globalement une vision laxiste du problème : « Ma réunion avec le Français a été très insatisfaisante, car il ne savait rien de la proposition, et encore moins de la loi sur l'opium, se plaignit Giuliani après une discussion avec son collègue parisien. Je parlais, je parlais, sans obtenir le moindre signe d'intelligence de sa part. Il était extraordinairement cordial [...], mais parler face à l'ignorance était décourageant²⁵. »

Ce sont les Russes qui contrecarrèrent les projets de Giuliani. Ils refusèrent catégoriquement de reprendre à leur compte l'approche national-socialiste du problème. Chaque tentative de l'Américain pour convenir d'une prohibition dans toutes les zones de la ville lors des rencontres du Narcotic Control Working Party – rencontres qui avaient lieu toutes les deux semaines au Conseil de contrôle allié dans le parc Heinrich-von-Kleist de Berlin – fut réduite à néant par son interlocuteur coiffé de la casquette à l'étoile rouge.

De plus en plus frustré, Giuliani en référa à Washington et évoqua dans une lettre le « sabotage ouvert des Soviétiques²⁶ ». En privé, il s'entendait bien avec le major Karpov et déjeunait fréquemment avec lui : « Hors du cadre officiel, les relations sont bonnes avec le Soviétique. Cela dit, c'est un idéologue sans finesse [qui] suit la ligne avec une monotonie ahurissante²⁷. » Dès que les réunions du « groupe de travail » commencèrent, Giuliani eut par conséquent « du mal à faire affaire avec lui²⁸ ». Karpov et son collègue, le général de division Sidorov, rejetèrent régulièrement l'idée de former une commission antidrogue intersectorielle, comme de rendre la législation plus sévère. Cela provoqua des débats agités au cours desquels on vit même « les délégués de tous les camps échanger des injures ». Giuliani parla de « frustration exténuante » qui « pesait lourdement sur ses nerfs²⁹ ». Il écrivit à Washington : « Il a toujours été clair que le délégué soviétique voulait d'emblée saboter toute tentative [...] de mettre en place un travail commun³⁰. » Les deux dernières rencontres, ajouta-t-il, n'avaient rien donné.

Giuliani, furieux, tira le bilan de son action le 14 novembre 1946 : « Les Soviétiques ont manifestement la ferme intention

de bloquer la proposition générale. [...] Tous leurs arguments étaient formulés en des termes qu'on ne peut qualifier que d'égoïstes. [...] Une perversité³¹. » Anslinger exigea alors de Giuliani qu'il lui fournisse « un rapport [...] sur la situation en Allemagne, indiquant ce qui se passe dans les quatre zones concernant le contrôle des drogues, et comment la situation se dégrade faute d'autorité centrale. Montrez aussi les tactiques de blocage des Russes, et le fait que le groupe de travail ne produit aucun effet³² ».

Giuliani se mit au travail et rédigea le rapport qu'on attendait de Berlin. Lorsqu'il le reçut, Anslinger fila à l'UN Commission on Narcotic Drugs où il accusa l'Union soviétique de vouloir submerger l'Ouest de stupéfiants pour déstabiliser les sociétés démocratiques – une affirmation qui déformait grossièrement le tableau brossé par Giuliani³³.

Ainsi se dessinait l'échec du projet visant à maintenir une cohésion entre Berlin et l'Allemagne, à éviter une dérive des secteurs Ouest et Est. Le refus de Moscou ne permit pas aux Américains d'imposer une politique unique de prohibition des drogues pour tous. La capitale allemande était toujours en ruine, tout comme les efforts menés par Giuliani dans ses fonctions de Narcotic Control Officer, dont le bilan des activités à Berlin restait ambivalent : « Peu importe ce que j'obtiens ici, je me rappellerai toujours cette expérience comme la plus inhabituelle que j'aie jamais faite³⁴. » Il avait au moins compris une chose : Anslinger, son patron, allait avoir besoin de beaucoup de souffle pour imposer une guerre globale contre les drogues*.

* Et il en eut : Anslinger survécut à son poste à cinq présidents des États-Unis et fut avec son rival J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, le haut fonctionnaire qui resta le plus longtemps en poste à Washington. Les administrations reprirent l'une après l'autre son institutionnalisation structurelle du racisme, menée sous couvert d'une politique globale de prohibition. Depuis l'entrée en vigueur des lois antistupéfiants préparées dans les années 1930 par Anslinger, qui les rendit de plus en plus sévères au fil des décennies, on arrêtait plus de personnes de couleur que de Blancs en possession de substances illicites, bien qu'il y ait eu plus

De la peinture à la médecine

La confrontation Est-Ouest autour des drogues s'intensifia lorsqu'une nouvelle espèce de substances s'infiltra dans la conscience des hommes. Alors qu'il s'agissait auparavant de stimulants ou de stupéfiants dont l'utilisation et la régulation posaient des problèmes à la société, et faisaient courir Giuliani à travers les décombres de Berlin, on vit apparaître une troisième catégorie dont la gestion était encore plus difficile – et qui fit l'objet de controverses croissantes au fil des ans. Contrairement aux amphétamines ou aux opioïdes, pour lesquels le rapport entre l'utilisation médicale et des risques sanitaires – comme la dépendance ou la dégradation physique – était facile à appréhender, cette nouvelle catégorie confrontait médecins, thérapeutes, développeurs de médicaments, législateurs, et surtout consommateurs, à des défis inconnus. Il s'agissait de ces produits que l'on appelait « psychédéliques », comme le LSD ou la psilocybine, qui connaissent aujourd'hui une renaissance. Ces produits font monter la cotation boursière des entreprises qui travaillent avec ces substances. Mais ils nourrissent aussi les espoirs de ceux qui en espèrent une atténuation des maux liés à des maladies considérées jusqu'à ce jour comme pratiquement inguérissables, telles la démence, la dépression ou les troubles anxieux. Or ces substances, que l'on s'efforce encore aujourd'hui de maîtriser au fil de recherches de plus en plus

d'usagers blancs. L'élément décisif était toujours l'endroit où la police effectuait ses contrôles et la dureté de ses interventions : *racial profiling*.

poussées, tombent sous le coup des textes légaux préparés par Giuliani et son patron, Anslinger. Contrairement au cannabis, dont la légalisation dans le monde entier est imminente, ces substances qui exercent un effet si puissant sur l'esprit humain sont toujours auréolées de tabous forgés par un discours fondé sur la peur et la désinformation. Alors que c'est précisément en elles que résident les plus hauts potentiels curatifs.

J'ai ainsi découvert un livre blanc de la start-up américaine Eleusis, qui s'est fixé pour but de « transformer les substances psychédéliques en médicaments³⁵ ». Des études cliniques initiales menées par l'Imperial College à Londres montrent que le LSD active dans le cerveau les récepteurs de la sérotonine que la maladie d'Alzheimer fait dépérir (en particulier celui qu'on appelle 5-HT_{2A}). Cette lecture m'a fait dresser l'oreille, car elle me concernait personnellement : ma mère souffre en effet de cette forme aggravée de démence. Selon ce rapport paru en 2020, de faibles doses de LSD administrées de manière continue pourraient peut-être réveiller, comme Cendrillon, ce cerveau qu'Alzheimer plonge peu à peu dans un sommeil mortel. Même si l'on n'a pas encore réalisé de séries de tests à grande échelle, on dispose d'indices confirmant que cette substance constitue « une thérapie prometteuse et susceptible de modifier la pathologie » de la maladie d'Alzheimer³⁶. Il est prouvé que la croissance neuroplastique (qui crée les connexions du cerveau) en serait stimulée, et la neuro-inflammabilité, à laquelle on attribue une part de responsabilité dans les démences pathologiques, réduite.

La naissance de la variété la plus puissante de cette nouvelle catégorie de produits, le LSD, remonte peu avant la fin de la Première Guerre mondiale. À cette époque, lors de la reconstruction de l'Europe, une grande envie de couleurs s'était éveillée : tout ce qui était en ruine et en cendres devait être reconstruit et repeint à neuf. Le monde devait de nouveau rayonner. Une époque favorable à l'industrie chimique de Bâle, une ville centrale et que la guerre avait épargnée puisque la Suisse était restée neutre. Sandoz, une entreprise de fabrication de peinture détenue par une famille franco-suisse, profita largement de cette hausse de la demande et investit ses profits

dans un complexe pharmaceutique, secteur auquel on prêtait alors des possibilités de croissance encore supérieures. En réalité, c'est une évolution progressive qui mena l'entreprise de la fabrication de peintures à celle de médicaments. Vers le début du siècle, des firmes allemandes avaient mis au point des colorants chimiques qui trouvèrent eux aussi des applications médicales : leur nom générique était la thiazine, un composé à base de carbone, d'azote et de soufre doté d'un pouvoir sédatif. Le rouge trypan était utilisé contre la maladie du sommeil, le bleu de méthylène contre la malaria. Certaines peintures possédaient également des effets antibiotiques.

En tout cas, la décision de profiter de l'expansion pour passer des peintures aux produits pharmaceutiques paraissait économiquement judicieuse : les gens tomberaient toujours malades, surtout après une guerre mondiale aux conséquences multiples et tardives. Et de plus en plus de personnes disposeraient d'argent pour acheter des médicaments. L'âge d'or de l'industrie pharmaceutique commença. L'un de ses pionniers, le père malgré lui de ces substances provoquant une altération de la conscience, s'appelait Arthur Stoll, un personnage haut en couleur que certains traitèrent plus tard de « monstre », quand d'autres le qualifiaient de bienfaiteur doté d'un « sens élevé de la collectivité³⁷ ».

Arthur Stoll naquit en 1887 à Schinznach, un village viticole suisse. À 22 ans, il rencontra à l'École polytechnique fédérale de Zurich le scientifique Richard Willstätter, l'un des fondateurs de la biochimie, qui reçut le prix Nobel de chimie pour ses travaux sur les pigments végétaux – une chance pour le jeune homme talentueux qu'était Stoll. En 1912, il suivit son mentor à l'Institut de chimie Kaiser-Wilhelm à Berlin, qui venait d'être créé et où Otto Hahn, l'homme qui réussit plus tard la première fission nucléaire, menait lui aussi ses recherches. En 1916, Willstätter et Stoll partirent de nouveau, cette fois à l'université Louis-et-Maximilien de Munich, où le second, âgé seulement de 30 ans, fut nommé professeur à vie du royaume de Bavière par le roi Louis III. Mais ce surdoué était moins intéressé par l'enseignement et la recherche fondamentale que par la mise au point concrète de médicaments,